



Charenton le Pont, le 19 septembre 2019

Que le gouvernement prenne ses responsabilités : Dialogue local ou Zone de non-traitement obligatoire, il faut choisir entre les deux !

Les Vignerons Indépendants de France refusent que les acteurs agricoles locaux portent la responsabilité de la mise en place des zones de non-traitement à proximité des habitations. Soit le gouvernement laisse une chance au dialogue au niveau local via les chartes pour trouver les solutions les plus adaptées aux situations rencontrées, soit il légifère au niveau national, malgré les conséquences économiques et sociales.

Dans le nouveau dispositif qu'il propose, le gouvernement prévoit à la fois la concertation avec les riverains, mais impose également le résultat de la concertation ! Ou comment reporter la responsabilité du désastre économique qui s'annonce sur les acteurs eux-mêmes.

Nous demandons donc aux pouvoirs publics de respecter l'engagement de dialogue et de concertation entre les acteurs locaux initialement prévu par la loi, seul à même d'aboutir à des solutions adaptées aux situations locales, à des relations apaisées entre agriculteurs et riverains, et in fine à ne plus détruire un seul hectare supplémentaire de terres agricoles. Ou alors le gouvernement impose directement les zones de non-traitement à proximité des habitations au niveau national, et il doit dans ce cas en assumer la pleine responsabilité sur le plan économique et humain.

Par ailleurs, afin de préparer l'avenir, nous rappelons une fois de plus notre demande que le code de l'urbanisme prévoit désormais qu'un espace de transition entre les nouvelles habitations et les espaces agricoles soit systématiquement mis en place par les aménageurs. Il en va de la protection du foncier viticole et du devenir de notre agriculture soumise à une urbanisation croissante.

Il ne faut pas se tromper de débat plus longtemps : c'est bien l'urbanisation qui vient menacer les agriculteurs, et pas le contraire ! Nous refusons d'être pris en otage, sans aucun fondement scientifique, par quelques maires en mal de notoriété et en campagne électorale.

Contact presse :

Audrey Monségu, responsable du pôle syndical

Tél. : 01 53 66 32 97- a.monsegu@vigneron-independant.com